

Cadrage médiatique d'une institution politique :

Les parlements dans l'information télévisée britannique et française

Virginie Le Torrec

CREDEP Paris IX Dauphine

Papier préparé pour la CIFSIC - Bucarest - 2003

Un phénomène commun rapproche depuis le début des années 80 l'ensemble des démocraties industrialisées : une tendance à l'érosion de la confiance dans les institutions et les élites politiques et un niveau élevé de perceptions critiques à leur encontre, alors même que le soutien envers la démocratie libérale n'a jamais été aussi fort (Norris, 1999, Putnam et Pharr, 2000). Dans le cas des démocraties européennes, des mesures régulières ont enregistré la montée de perceptions critiques du fonctionnement de la vie politique (Norton, 2002 ; Grunberg et Mayer, 2003) qualifiées en France de « crise de la représentation » ou apparaissant dans le cas du Royaume-Uni sous les thèmes de la corruption (*sleaze*) ou du désintérêt du public pour la politique (*political apathy*). Le cas des Etats-Unis a montré une polarisation de ces perceptions critiques sur le Congrès et ses membres (Hibbing et Theiss-Morse, 1995). Plusieurs analyses ont été proposées pour rendre compte de la progression d'une opinion publique critique (Norris, 1999) parmi lesquelles des interprétations pointant la possible contribution des médias et particulièrement de la télévision, première source d'information politique du public. Ainsi, sur le cas américain, la montée des attitudes critiques du public envers la politique a été associée à la montée d'une couverture médiatique explicitement critique et négative de la vie politique (Sabato, 1991; Fallows, 1996 ; Lichter et Admundson, 1994).

Cette communication s'inscrit dans la perspective des travaux empiriques sur l'information. Elle vise à proposer quelques pistes de réflexion sur la contribution de l'information télévisée à la construction des perceptions publiques du politique en France et au Royaume-Uni en prenant appui sur la couverture de l'institution parlementaire. La question des perceptions publiques des institutions parlementaires est en effet cruciale dans la mesure où, institutions phares de la démocratie libérale, les parlements jouent traditionnellement un rôle de légitimation en tant qu'institutions de représentation censées exercer un contrôle régulier sur les décisions publiques (Packenham, 1990).

Plus précisément, le modèle du cadrage est utilisé ici pour comprendre les logiques du discours de l'information télévisée relative aux institutions parlementaires. Il s'agit d'identifier les répertoires de représentations et de cadres que l'information télévisée propose aux audiences pour interpréter les activités parlementaires (*frame-setting*, Scheufele, 1999) et

qui sont susceptibles d'être partagés et utilisés par le public de manière préférentielle pour porter un jugement voire pour évaluer l'institution parlementaire et ses membres (*frame-sharing*, Gerstlé 2003). Cet objectif général est mis en œuvre par une analyse empirique comparative de l'information politique relative au parlement en période routinisée. La perspective comparative permet d'observer si l'on trouve sur les cas français et britannique des répertoires de représentations potentiellement délégitimants et équivalents à ceux identifiés sur le cas américain. On proposera en conclusion quelques éléments de discussion sur l'influence potentielle de l'information télévisée sur les perceptions, voire les attitudes du public envers le personnel et les institutions politiques, en connectant les données obtenues sur le cadrage des institutions britanniques et françaises à des tendances d'opinion publique.

La couverture médiatique des parlements : un objet peu étudié en dehors du cas du congrès américain

Peu de travaux ont analysé la couverture médiatique des institutions parlementaires françaises et britanniques. Le cas britannique a principalement fait l'objet d'études inscrites dans une réflexion sur les transformations de l'espace public britannique : les enjeux de l'accès des télévisions à la Chambre des Communes à la fin des années 80 ont été abondamment discutés (Franklin, 1992) tandis qu'il existe des études empiriques sur la couverture du parlement par la presse et la télévision observant en particulier le déclin en volume de la couverture (Negrine, 1998) et l'inscription des contenus de l'information parlementaire télévisée dans les logiques du « *cabinet government* » (Tutt, 1992). L'information médiatique relative au parlement français n'a pas été beaucoup étudiée. Le parlement français est en effet un objet de recherche délaissé (Nay, 2003) tandis que les travaux menés en France sur les médias ont davantage exploré la sociologie du journalisme que l'information (Gerstlé, 2001; Garcia et Le Torrec, 2003). On compte ainsi une étude du cadrage de l'information télévisée dans les années 90 (Le Torrec, 2000) et une analyse comparative des contenus de la couverture médiatique des parlements français, britannique et allemand dans les années 80 et 90 (Negrine, 1998). Ces travaux n'ont toutefois pas connecté la couverture médiatique des parlements aux perceptions et attitudes de l'audience envers l'institution parlementaire nationale.

Le cas du Congrès américain particulièrement documenté peut, en revanche, être utilisé de manière heuristique pour explorer l'influence de l'information relative aux institutions parlementaires sur les perceptions des audiences. Des travaux empiriques ont en effet mis en évidence que le traitement qualitatif de l'information consacrée au Congrès repose sur un répertoire de représentations de nature à favoriser leur délégitimation. Ainsi, des travaux réunis par la notion de négativité ont proposé de manière convergente que les médias d'information américains « *seraient destructeurs, hostiles, superficiels, centrés sur les scandales et les malversations quand ils couvrent les institutions, le personnel politique ou les événements* » (Fallows, 1996). De nombreuses études empiriques s'appuyant sur l'analyse systématique de l'information politique relative au Congrès américain, tant de presse que de télévision, ont validé ces hypothèses et montré la montée d'une couverture plus critique et négative du Congrès et de la vie politique américaine à partir des années 80 (Elving, 1994 ; Lichter et Admundson, 1994). En dehors des travaux inscrits dans la perspective de la négativité, des études empiriques s'appuyant sur le modèle du cadrage ont exploré la manière dont l'information médiatique configure de manière routinisée les objets politiques. T.

Patterson (1993), d'une part, J. Cappella et K. Hall Jamieson (1997), d'autre part, ont observé le déclin d'une information substantielle, relative aux enjeux publics, au profit d'une couverture organisée par des cadres stratégiques ou des analyses des activités politiques en terme de jeu¹, qui réduisent la vie politique à une simple compétition entre adversaires. Sur le cas du Congrès Américain, J. Morris et R. Clawson (1999) ont mené une étude étendue portant sur la couverture des activités congressionnelles par le New York Times sur 10 années ; ils observent également que l'information est construite de manière préférentielle sur les conflits opposant ou divisant le personnel politique. De manière, générale, les études sur le Congrès, sur la presse comme sur la télévision ou la radio montrent nettement le caractère événementiel de la couverture du Congrès, la polarisation de cette information sur les leaders des deux chambres et les moments de conflits.

Le cadrage pour explorer l'influence de l'information sur les perceptions publiques

Les travaux menés sur le Congrès américain peuvent être utilisés de manière heuristique pour analyser l'information relative aux parlements sur d'autres contextes nationaux. L'intérêt de ces travaux est qu'ils ont examiné la relation complexe qui unit les médias, les institutions parlementaires et les audiences. Hibbing et Theiss-Morse (1998) ont par exemple testé l'influence de la couverture médiatique du Congrès sur les attitudes du public et observé que les médias, et particulièrement les médias audiovisuels, exercent un impact au niveau individuel par la production de réactions émotionnelles et d'évaluations cognitives du Congrès. Il a ainsi été proposé que les configurations routinisées de la vie politique qui découlent des processus de cadrage, en l'espèce de la visibilité de cadres stratégiques ou adversatifs, sont susceptibles d'alimenter des perceptions critiques du politique (Patterson, 1993 ; Cappella et Jamieson, 1997). Sur d'autres objets, la capacité de l'information, notamment télévisée, à contribuer à la formation des perceptions publiques d'un objet social ou politique donné a été mise en lumière (Page *et alii*, 1987 ; Gamson, 1992) et les travaux sur le cadrage en particulier ont exploré le rôle joué par les cognitions sur la formation des perceptions publiques (Scheufele, 1999).

Ces travaux proposent que dans l'information, les objets et enjeux représentés sont configurés par l'application de cadres interprétatifs - modèles de cognition, d'interprétation ou de sélection - plus ou moins récurrents, utilisés de manière routinisée par les journalistes (Gitlin, 1980). A. Modigliani et W. Gamson (1989) définissent un cadre interprétatif comme « *une idée centrale organisante qui permet de faire sens d'événements et de faits suggérant en quoi consiste l'enjeu* ». Le cadrage contribue à la définition de la situation ou de l'enjeu car il consiste en « *la sélection de certains aspects d'une réalité perçue pour les rendre plus visibles/saillants dans un texte à visée de communication de manière à promouvoir une définition particulière de ce qui est enjeu, une interprétation causale, une évaluation morale ou un certain type de traitement ou de règlement* » (Entman, 1993). Le cadrage des enjeux ou des objets politiques rend ainsi plus ou moins accessibles certains de leurs attributs. Les biais d'accessibilité générés par la configuration cognitive des objets pris en charge par l'information sont susceptibles de produire des « *effets d'information* » ou des effets de cadrage au sens où « *ce qui est rendu accessible par les médias, oriente l'attention du public, contribue largement à configurer les perceptions de la situation, induit des imputations et constitue certains objets en critère d'évaluation* » (Gerstlé, 2001). En effet, V. Price, D.

¹ le « jeu » est entendu ici comme « la description, la relation, le récit, la citation des comportements ou déclarations des acteurs et leurs effets tels qu'ils sont élaborés par les journalistes » et « l'enjeu » comme « prise de position par les acteurs sur des questions de politiques publiques » (Gerstlé *et alii*, 1992, p 54).

Tewksbury et E. Powers (1997) ont démontré par une recherche de type quasi-expérimentale que la présentation donnée d'un enjeu ou d'un événement par les cadres qui lui sont associés dans l'information viennent systématiquement affecter la compréhension par l'audience de ces enjeux et événements. L'effet de cadrage fonctionne comme un mécanisme d'activation de connaissances : les cadres interprétatifs organisant la couverture d'un objet ou d'un enjeu entrent en résonance avec des schèmes de perception partagés par l'audience et ils sont d'autant plus efficaces qu'ils les valident².

La couverture des institutions parlementaires françaises et britanniques

Méthodologie générale

Les données utilisées pour cette étude proviennent de l'analyse systématique de corpus d'information routinisée. Il s'agissait en effet de pouvoir comprendre, de manière comparative, comment la couverture ordinaire de l'institution parlementaire s'inscrit dans les dynamiques de l'information politique nationale et d'autre part d'identifier les traits de cette couverture par une analyse des cadres interprétatifs qui l'organisent. Nous avons retenu les deux principaux journaux télévisés en termes d'audience pour chaque pays : 20h de TF1 et France 2 pour la France ; 9 O'Clock News de la BBC et News at Ten d'ITN pour le Royaume-Uni. Les périodes étudiées ont été choisies hors de moments électoraux ou pré-électoraux et en dehors de moments atypiques de la vie politique que peuvent constituer par exemple des périodes de forte mobilisation. La démarche comparative imposait par ailleurs de travailler sur des corpus politiquement analogues. Des moments comparables de l'activité parlementaire ont donc été rapprochés : les périodes de rentrée parlementaire situées en octobre 1995 et 1998 pour le corpus britannique, en septembre/octobre 1996 et 1998 pour le corpus français. Enfin, il s'agissait également de former des corpus affranchis des définitions indigènes du politique et de ne pas limiter l'information politique aux seuls sujets produits par les correspondants politiques³. Une définition large de l'information politique a donc été utilisée : entre dans ce corpus toute unité d'information (u.i.) mentionnant, par l'image ou le commentaire, des acteurs, des institutions ou des activités politiques. De la même manière, sont considérées comme parlementaires toutes les unités d'information contenant au moins une dimension parlementaire (présence/mention d'un parlementaire, mention de l'institution, mention d'éléments du processus législatif). Au final, l'analyse porte pour le cas français sur un corpus de 558 u.i. politiques, dont 167 u.i. parlementaires, correspondant à 8 semaines de journaux télévisés et pour le cas britannique, sur 189 u.i. politiques, dont 103 u.i. parlementaire (6 semaines de journaux télévisés).

L'opérationnalisation du cadrage

Le modèle du cadrage a été opérationnalisé ici de manière déductive, au sens où nous recherchons la présence des cadres adversatifs et stratégiques, et inductive au sens où nous avons cherché à identifier d'autres cadres, non explicités par les travaux américains, et susceptibles de différencier les représentations routinisées de l'univers parlementaire promues par l'information télévisée dans les deux contextes nationaux. Plusieurs questions ont orienté l'analyse. Quatre questions principales ont orienté la recherche : 1/ quelles activités

² Pour une explicitation du mécanisme de cadrage voir Scheufele, 1999.

³ S'appuyer sur les catégories indigènes était trop restrictif : dans le corpus français repris ici, 13% de notre catégorie information politique est prise en charge par des journalistes politiques ; c'est le cas de 31% du corpus britannique.

parlementaires sont représentées ; 2/ qui apparaît en charge de la représentation des intérêts, des groupes, de l'intérêt général c'est-à-dire qui est qualifié pour représenter et qui est disqualifié pour prendre ou commenter la décision publique ; 3/ les parlementaires apparaissent-ils comme des acteurs secondaires du jeu politique ; 4/ L'information politique présente-t-elle l'institution parlementaire comme une arène importante du débat public ou politique c'est-à-dire comme un acteur pertinent (*serious player*, Gamson et Wolsfeld, 1993) ? Des variables qualitatives ont été utilisées pour coder les u.i. politiques. Ces variables sont les acteurs principaux des u.i., les domaines de politique publique associés à l'information parlementaire et les processus politiques représentés (procédures, conflits, compromis, décision...). Elles ont été ici identifiées sur la base des travaux sur le Congrès américain cités précédemment. Elles permettent d'identifier quels éléments de connaissance (*item of knowledge*, Price *et alii*, 1997) sont proposés de manière récurrente aux audiences par l'information politique et parlementaire. Les combinaisons de ces éléments forment des répertoires de représentations plus ou moins saillants dans l'information relative aux parlements français et britanniques.

Les parlements français et britanniques dans l'information télévisée

L'étude des couvertures télévisées des institutions parlementaires françaises et britanniques montre la prégnance de principes communs de construction de l'information parlementaire associés à des différences nationalement situées. Ces principes convergents et divergents se combinent pour insérer l'institution dans des répertoires de représentations stables et nationalement différenciés. Nous n'en présenterons ici que les tendances principales.

Des principes de construction communs

Un mode commun de mise sur l'agenda médiatique peut d'abord être observé : l'activité parlementaire est généralement appréhendée hors d'un modèle unique qui serait celui de la chronique parlementaire, c'est-à-dire où le cœur de l'unité d'information serait une narration des activités menées au sein de l'institution parlementaire. L'information parlementaire dans les journaux télévisés n'est pas un compte-rendu régulier du calendrier parlementaire : ce n'est pas une logique de suivi des activités qui s'applique, mais une logique événementielle, autour d'« épisodes » conformes à des standards professionnels (logique de newsworthiness). La couverture du parlement emprunte un mode indirect et résulte de l'incorporation de dimensions parlementaire (interviews de parlementaire, mention de l'institution...) dans des u.i. politiques portant sur des objets non parlementaires. Enfin, la couverture du parlement est principalement dépendante des activités à caractère parlementaire du gouvernement ou de ses membres (77% des u.i. parlementaires françaises et 88% des u.i. parlementaire britanniques mentionnent l'exécutif).

Cela a des effets sur les traits de l'institution et de ses activités qui sont pris en charge par l'information télévisée. De manière générale, les chambres hautes (Sénat et House of Lord) sont particulièrement peu couvertes : l'information parlementaire concerne principalement les chambres basses. De plus, dans les deux corpus nationaux, on constate également une polarisation sur les leaders des groupes parlementaires, tandis que les députés de base restent ignorés. L'analyse des dispositifs images révèle ensuite que les chambres parlementaires sont peu visibles : seulement 6% des 558 u.i. politiques du corpus français montrent des images des chambres, soit 17% du corpus parlementaire français, 13% des u.i. politiques britanniques, soit 24% du corpus parlementaire. Les commissions ne sont pas davantage

visibles (aucune image dans le corpus français, 5% des u.i. parlementaires britanniques). Rarement couverte pour elle-même, l'institution fait l'objet d'une attention épisodique qui conduit à un traitement fragmentaire du processus législatif polarisé sur quelques phases du processus : ainsi, la présentation d'un projet ou d'une proposition de loi (ou de leurs équivalents britanniques) ou leur adoption est davantage mentionnée que le travail législatif mené dans les chambres ou dans les commissions.

La logique événementielle vient polariser dans les deux cas l'attention médiatique sur les moments les plus adversatifs de l'activité parlementaire. Entre les phases d'introduction et d'adoption des projets de loi, bénéficient principalement d'une couverture les moments conflictuels où des polémiques surgissent. L'essentiel des discussions, en commission ou en séance, où des compromis sont trouvés par des formes de délibération, n'est pas couvert. La couverture des activités de contrôle du gouvernement suit un principe de construction similaire : elles se réduisent à des mentions des « passe d'armes » et « rows » opposant gouvernement et opposition dans les chambres, accompagnées d'extraits de séance ou de réunions de commission si les échanges qui y ont eu lieu se sont révélés spectaculaires ou gladiatoriels, mais souvent non resitués dans des débats sur des enjeux publics. La vie des groupes parlementaires s'inscrit également dans un cadre adversatif dans la mesure où elle se limite aux mentions des divisions et conflits traversant ou opposant les groupes ou à l'interprétation des stratégies animant les groupes.

Au final, la couverture de l'institution parlementaire est dominée par les conflits : 52% de l'information relative au parlement britannique mentionne un conflit politique et 40% dans le cas de la couverture du parlement français. Ces conflits tendent à être présentés comme des questions de stratégie ou des oppositions irréductibles entre opposition et majorité. Enfin, une part importante des activités parlementaires couvertes tend à être décontextualisée (24% des u.i. parlementaires françaises et 19% des u.i. parlementaires britannique ne sont pas connectées à un domaine de politique publique contre respectivement 16% et 12 % des corpus politiques français et britanniques) c'est-à-dire présentée en des termes de politique « politicienne » ou stratégique. Ceci est congruent avec les travaux sur le congrès américain qui observent également une polarisation sur des moments controversés du processus législatif plus qu'un suivi du cheminement de la fabrication de la loi ainsi que l'organisation de la couverture générale du congrès autour d'épisodes conflictuels.

Des différences significatives : Le parlement français comme une institution périphérique et faible ; le Parlement britannique comme acteur du débat public

Parallèlement à ces principes communs de construction de l'information parlementaire, des régularités nationales distinguent nettement les deux couvertures. La visibilité générale de l'institution parlementaire française est d'abord très inférieure à celle de son équivalent britannique (29% des u.i. politiques du corpus français contre 54% du corpus britannique) présentant le parlement français comme une institution secondaire de la vie politique quand il est conféré à l'institution parlementaire britannique, notamment par la visibilité de ses membres, une position centrale dans le débat public. Un tel écart est d'autant plus intéressant à observer que les parlements britanniques et français sont réputés occuper dans leur système politique respectif une position et une influence politiques analogues (Norton, 1998).

Cet écart de visibilité découle de modes nationaux différenciés de couverture de l'actualité politique française et britannique. L'observation des dynamiques générales de l'information politique permet en effet de mettre en perspective les tendances présentées

jusqu'à présent. Dans le cas britannique, le mode de couverture dominant de l'actualité politique est articulé à un débat public continu sur les politiques menées par le gouvernement et les enjeux publics présents sur l'agenda : 50% des u.i. politiques britanniques peuvent être regroupées dans une catégorie « débat public ». Cela favorise la couverture de l'institution parlementaire dans la mesure où les parlementaires alimentent ce débat par des prises de positions reprises dans l'information politique de la même manière que d'autres catégories d'acteurs : représentants de groupes d'intérêt, syndicats... En d'autres termes, l'institution parlementaire apparaît par le truchement des interviews données par ses membres⁴, principalement par ceux qui disposent d'un statut de porte-parole institutionnalisé par le système du *shadow-cabinet*.

Dans le cas de la couverture politique française la catégorie « débat public » ne réunit que 19% du corpus politique. L'essentiel de la couverture politique est centré sur les activités du gouvernement sans que des dispositifs de contradiction routinisée ne soit systématiquement employés : 61% des u.i. référant à l'exécutif ne mentionnent aucune critique du gouvernement mais présentent les dispositions gouvernementales envisagées pour traiter un problème public tandis qu'une part importante de la couverture correspond à des compte-rendus de conseils des ministres, déplacements en province ou à l'étranger des ministres ou des têtes de l'exécutif, dispositifs de couverture du politique peu visibles dans le cas britannique. Par ailleurs, la première forme de critique du gouvernement dans l'information française est constituée par les mobilisations, principalement sectorielles, qui scandent la vie publique. Dans le modèle de couverture français, le parlement occupe une place périphérique : l'institution apparaît comme peu connectée aux débats qui animent la société. Comparativement au cas britannique, l'hémicycle est d'abord une tribune pour les annonces gouvernementale avant d'être présenté comme un espace de débat. La prise en charge télévisée des activités parlementaires se réduit, en dehors des « passes d'armes » lors des séances de questions, à la couverture des activités législatives dont on a déjà spécifié le caractère fragmentaire. Plus précisément, réduite à ses fonctions législatives, l'institution parlementaire française en apparaît paradoxalement dépossédée dans la mesure où les aspects parlementaires du travail de la loi sont rarement explicités et plutôt mentionnés dans des brèves que par des compte-rendus détaillés, tandis que la discussion et l'adoption des projets de loi en Conseil des ministres bénéficient d'une couverture plus régulière.

Si l'on s'intéresse enfin aux acteurs qui figurent dans l'information politique, la faible visibilité globale des parlementaires contribue également à donner l'image d'une institution faible, périphérique dans le débat et peu réactive. Comparativement à la couverture britannique, on compte peu d'interviews ou de reprises de déclaration de parlementaires dans l'information politique française : dans le cas britannique, 49% des u.i. mentionnent ou donnent la parole à des parlementaires présentés comme tels, leur conférant ainsi une position de premier plan dans le débat public, alors qu'ils ne figurent que dans 20% des u.i. politiques françaises. Par ailleurs, dans le cas français, les parlementaires ne sont que des représentants politiques parmi d'autres dans la mesure où élus locaux et porte-paroles des partis bénéficient d'une couverture équivalente (18% des u.i. politiques françaises contre 12% mentionnant des porte-paroles de partis et aucune mention d'élus locaux dans le corpus britannique). Enfin, dans l'information politique, les parlementaires français sont moins visibles que les acteurs représentant la société civile (27% des u.i. politiques françaises les mentionnent) ou les citoyens ordinaires (42% des u.i.). L'univers parlementaire apparaît enfin comme un lieu clos : 51% des u.i. parlementaires françaises ne mentionnent que des acteurs politiques quand

⁴ Dans la plupart des cas, les prises de position des parlementaires prennent la forme d'interviews données à l'extérieur du parlement ou dans les studios des rédactions télévisées installées à proximité du Palais Westminster.

60% des u.i. britanniques où figurent des parlementaires mentionnent également des acteurs non politiques.

5 cadres organisent l'information télévisée relative au Parlement

Les représentations associées de manière routinisée aux parlements français et britannique forment 5 cadres interprétatifs principaux. Cadre 1 / conflit : le parlement est un espace de conflit ; cadre 2 / stratégie : les activités parlementaires sont inscrites dans les stratégies politiques des parlementaires ; cadre 3 / débat : le parlement est une arène du débat public ou les parlementaires sont des acteurs du débat public. Cadre 4 / institution périphérique : le parlement est une institution secondaire qui contrôle peu le gouvernement. Cadre 5 / le parlement comme lieu clos. Les cadres 1/conflit et 2/stratégie sont des cadres communs qui dominent l'information parlementaire tant britannique que française mais également l'information relative au congrès américain. La forte saillance de ces cadres résulte de routines journalistiques qui favorisent tendanciellement la couverture des activités parlementaires les plus adversatives ou les réduisent à des questions de stratégies au détriment des activités ordinaires et substantielles des parlements.

Par delà ce cadrage commun, les 5 cadres identifiés se combinent de manière contrastée dans chaque couverture parlementaire nationale. L'information relative au Parlement britannique est organisée principalement par les cadres 1/conflit, 2/stratégie et 3/débat. Au sein de ce répertoire de cadres, l'association du cadre débat au cadre conflit vient en quelque sorte contextualiser et donner du sens aux conflits présentés et confère à l'institution et à ses membres un rôle central de contrôle du gouvernement. Par ailleurs, la nette visibilité du cadre conflit caractérise l'information parlementaire mais également l'ensemble de la couverture politique. Dans le cas français, le répertoire de cadres est différent : les cadres conflits et stratégie sont associés aux cadres promouvant une institution passive (cadre 4) et déconnectée de la gouvernance ordinaire (cadre 5). Le Parlement apparaît comme une arène périphérique du débat, dont les activités tendent à se réduire à des conflits partisans, et d'autant plus déconnectée des enjeux concrets de la gouvernance que les parlementaires tendent à être interviewés préférentiellement sur ces conflits partisans tandis que les acteurs de la société civile s'expriment sur les enjeux présents sur l'agenda. Enfin, le niveau de conflictualité de l'information parlementaire est supérieur à celui de l'ensemble de la couverture politique française.

Conclusion :

Le modèle du cadrage permet de proposer de manière heuristique des hypothèses relatives à l'influence qu'est susceptible d'exercer l'information relative au parlement sur les perceptions publiques de l'institution. Nous proposons que les cadres interprétatifs qui dominent l'information relative aux parlements français et britanniques sont susceptibles d'activer des prédispositions critiques latentes partagées par les audiences des deux pays. Ces prédispositions peuvent être déduites des nombreux travaux sur l'opinion qui convergent pour souligner la montée de l'insatisfaction durable du public envers les élites et les institutions politiques (voir par exemple Putnam et Pharr, 2000 ou Norris, 1999). Les travaux sur les dynamiques des attitudes envers le Congrès américain peuvent préciser le fonctionnement potentiel de l'effet de cadrage, et ce d'autant plus que les attitudes publiques envers les

parlements sont peu étudiées en France et au Royaume-Uni. Hibbing et Theiss-Morse (1995) montrent ainsi que les attitudes envers le Congrès sont complexes et dépendantes des référents pris en compte. De manière générale, le public juge plus négativement les leaders du Congrès que l'institution en elle-même ou que le représentant local, ce qui est également validé sur le parlement britannique (Norton, 2002, 37-38), mais il tend préférentiellement à assimiler le Congrès avec ses leaders. Sur ce point, il apparaît clairement que les couvertures britannique et française sont plutôt susceptibles d'activer les prédispositions envers les leaders parlementaires. Une deuxième hypothèse proposée par Hibbing et Theiss-Morse est que le public tend à percevoir négativement les conflits qui opposent les parlementaires, même s'ils sont conformes avec les rôles constitutionnels des assemblées, et d'autant plus qu'ils sont décontextualisés ou articulés à des stratégies personnelles ou partisans (Hibbing et Theiss-Morse, 1995, 145; voir également 2001). La domination de cadres adversatifs et stratégiques est là encore très susceptible d'activer ce type de prédispositions. Ces hypothèses concernant la capacité des cadres interprétatifs à activer des prédispositions critiques appellent un test empirique soit en regard de données d'opinion plus précises qui ne sont pas disponibles actuellement, soit par une étude de réception utilisant des méthodologies plus qualitative telles que les *focus groups*.

Les autres cadres interprétatifs que nous avons repérés dans les deux couvertures peuvent être mis dans la perspective des « cultures politiques » nationales. Le répertoire de cadres proposés par la couverture britannique semble ainsi moins problématique que le répertoire de cadres qui organise la couverture française : les cadres adversatifs et stratégiques y sont en quelque sorte contextualisés par l'inscription routinisée de l'institution dans le débat public, en conformité avec la doctrine de la responsabilité politique, valeur cardinale de la vie politique britannique. A l'inverse, les cadres adversatifs et stratégiques de la couverture française sont renforcés par la présentation d'une institution close et passive. L'information parlementaire est ainsi susceptible de renvoyer aux thèmes de la « maison sans fenêtres » ou de la « chambre d'enregistrement » qui ont respectivement été utilisés pour qualifier le parlement français sous la IV^{ème} et la V^{ème} République.

REFERENCES:

- Cappella, J.N, Jamieson, KH, (1997), *The Spiral of Cynicism, the Press and the Public Good*, Oxford University Press, Oxford, New York.
- Clawson, R., Morris, J., (1999), *Beyond Negativity: Media Coverage of Congress in the 1990s*, prepared for delivery at the American Political science Association Annual Meeting, Sept 2-5, 1999, Atlanta, Georgia.
- Elving, R.D, (1994), "Brighter lights, wider windows: Presenting Congress in the 1990s" in Mann, TE, Ornstein, NJ., (Eds), *Congress, the Press and the Public*, Brooking Institution, Chicago, 1994, 171-207;
- Entman, R.M., (1993): "Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm", *Journal of Communication*, 43(4): 51-58.
- Fallows, J, (1996), *Breaking the News: How the Media Undermine American Democracy*, Vintage Books, New York
- Franklin, B., (1992), *Televising Democracies*, Routledge, Londres.
- Gamson, W, (1992), *Talking Politics*, Cambridge University Press, Cambridge.

- Gamson, W., Modigliani, A. (1989), "Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach", *American Journal of Sociology*, 95(1): 1-37.
- Gamson, W., Wolsfeld, G. (1993): "Media and Movements: A Transactional Analysis", *Annals of the American Journal of Political and Social Science*, 528:114-125.
- Garcia, G., Le Torrec, V., (2003), « L'information de masse comme révélateur des logiques médiatiques : enjeux et perspectives d'analyse », in Garcia, G., Le Torrec, V., (dir), *L'Union Européenne et les médias : regards croisés sur l'information européenne*, L'Harmattan, Paris, 9-18.
- Gerstlé, J, Duhamel, O, Davis, D. K., (1992), « La couverture télévisée des campagnes présidentielles », *Pouvoirs*, n°63.
- Gerstlé, J. (dir) (2001): *Les effets d'information en politique*. Paris, L'Harmattan.
- Gerstlé, J., (2003). *Framing and Instrumentalisation of the Globalization Issues within the Domestic Public Space*, Paper prepared for the 19th IPSA World Congress, Durban, South-Africa, 29th June to 4th July.
- GITLIN T, *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, CA, 1980
- Grunberg, G., Mayer, N., (2003), « Démocratie représentative, Démocratie participative », in Perrineau, P., (dir.), *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues
- Hibbing, J.R, Theiss-Morse, E, (1995), *Congress as Public Enemy: Public Attitudes Toward American Political Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Hibbing, J.R, Theiss-Morse, E, (1998) "The Media's Role in Public Negativity Toward Congress: Distinguishing Emotional Reactions and Cognitive Evaluations", *American Journal of Political Science*, 42(2): 475-498.
- Hibbing, J.R, Theiss-Morse, E, (2001), (Eds), *What is it About Government that Americans Dislike?*, Cambridge University Press, Cambridge
- Le Torrec, V., (2000), « L'adversatif et le stratégique : cadrages de l'institution parlementaire dans l'information télévisée », *Cahiers Politiques*, n°5 : 117-132
- Lichter, S.R., Admundson, D.R., "Less News is Worse News", in Mann, TE, Ornstein, NJ., (Eds), *Congress, the Press and the Public*, Brooking Institution, Chicago, 1994;
- Nay, O., (2003), « Le Travail politique à l'Assemblée », *Revue Suisse de Science Politique*.
- Negrine, R. (1998), *Parliament and the Media: A Study of Britain, Germany and France*, Royal institute for International Affairs, Chatham House Papers, London, 1998
- Norris, P., (1999), (Ed), *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford University Press, Oxford.
- Norton, P, (1998), *Legislatures and Legislators*, Aldershot, Ashgate.
- Norton, P., (2002), *Parliaments and Citizens in Western Europe*, Frank Cass, London
- Packenhams, R., (1990), In Norton, P., *Legislatures*, Oxford University Press, Oxford:
- Page, B. I., Shapiro, R.Y., Dempsey, G.R. (1987): "What Moves Public Opinion ?", *American Political Science Review*, 81(1): 23-43.
- Patterson, T., (1993), *Out of Order*, Random House, New York

Price, V, Tewksbury, D, Powers, E (1997): "Switching Trains of Thought: The Impact of News Frames on Readers' Cognitive Responses», *Communication Research*, 24(5): 481-506

Putnam, R., Pharr, S., (2000), *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries*, Princeton University Press, Princeton

Sabato, L., (1991), *Feeding Frenzy : How Attack Journalism has Transformed American Politics*, Free Press, NewYork.

Scheufele, D.A. (1999): "Framing as a Theory of Media Effects", *Journal of Communication*, 49(1): 103-122

Tutt, B., (1992), "Televising the Commons : a Full, Balanced and Fair Account of the Work of the House," in Franklin, B, *Televising Democracies*, Routledge, Londres: 129-148.